



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Pakistan

Question écrite n° 83382

## Texte de la question

M. Simon Renucci souhaite appeler l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation actuelle du Pakistan. Les rescapés du séisme du 8 octobre affrontent les rigueurs de l'hiver dans la quasi-indifférence du reste du monde. Le tremblement de terre a fait 80 000 morts dans le nord du pays, et laissé 3,5 millions de personnes sans abri avec la menace d'une nouvelle crise humanitaire au fur et à mesure que les températures chutent dans les montagnes. L'apathie de la communauté internationale est ressentie d'autant plus amèrement que la comparaison avec la forte mobilisation qui a suivi le tsunami vient immédiatement à l'esprit. Le nombre de victimes du séisme ne représente qu'un tiers du bilan du tsunami mais l'évacuation des blessés et l'aide aux sans-abri dans les montagnes représente un défi logistique sans précédent. Lors d'une conférence en date du 19 novembre, le Pakistan s'est vu promettre 5,8 milliards de dollars d'aide pour les opérations de secours et de reconstruction des zones dévastées. 40 % seulement des 55 millions dont ont besoin les Nations unies leur sont parvenus. Dans les montagnes reculées, les habitants n'ont toujours pas d'abris adéquats pour affronter l'hiver rigoureux. Les autorités locales prévoient même que 200 000 personnes pourraient descendre dans les vallées où les conditions sanitaires et la promiscuité font craindre des épidémies. Les maladies causées par le froid (pneumonie) se multiplient touchant surtout les enfants. Aussi il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'éviter une situation qui pourrait devenir encore plus effroyable.

## Texte de la réponse

À la suite du violent séisme qui a fait en octobre 2006 plus de 87 000 morts, la quasi-totalité des infrastructures médicales et publiques du Cachemire pakistanais (écoles, administrations) a été détruite. Aujourd'hui encore, trois millions de personnes sont toujours sans abris alors que les conditions climatiques hivernales sont particulièrement rigoureuses. Face à cette situation d'urgence, la France a apporté une aide adaptée en dépêchant une équipe de la Sécurité civile, du personnel et matériel médical civil et militaire à Muzaffarabad, épiceutre du séisme. Plus de 200 tonnes de fret humanitaire ont également été envoyées. Outre cet effort (estimé à 3 MEUR), la France a affecté près de 9 MEUR à des agences des Nations unies présentes sur le terrain (UNICEF et PAM notamment) et au CICR pour l'achat de médicaments ainsi que pour des campagnes de vaccination. Doit également être prise en compte la part française dans l'aide européenne d'urgence (ECHO) de l'ordre de 13 millions d'euros. Les actions étaient prioritairement destinées à protéger les populations du froid et à éviter une dégradation de l'environnement sanitaire. Ainsi, dans le cadre du pont aérien mis en oeuvre par l'OTAN auquel la France a participé, des milliers de tentes, couvertures et moyens de chauffage ont pu être acheminés dans les régions les plus reculées. De nombreuses organisations non gouvernementales françaises et étrangères continuent leur remarquable travail d'aide aux populations qui en ont besoin. Concernant l'appel interagences des Nations unies, il était, au 1er février 2006, couvert à hauteur de 62,2 % (soit 343 millions USD sur les 552 requis). Un nouvel appel est en cours de préparation pour la période avril 2006-mars 2007. Par ailleurs, la phase de reconstruction s'engage. Le ministre des affaires étrangères s'est rendu au Pakistan les 19 et 20 novembre dernier, à l'occasion de la conférence des donateurs. La France a dégagé 80 MEUR de prêts à taux très concessionnels pour contribuer à l'effort de reconstruction, dont 1,3 EUR de dons pour financer des

études de projets. Le ministre s'est rendu à Muzaffarabad, capitale du Cachemire pakistanais, où il a pu se rendre compte de l'étendue des dégâts et du travail remarquable des ONG, françaises notamment, présentes sur place. Une mission d'évaluation conjointe du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, de celui des affaires étrangères et de l'Agence française de développement s'est rendue sur place. En accord avec les autorités pakistanaises, des projets dans le domaine de la santé, de l'eau de l'assainissement et des infrastructures ont été privilégiés. Plusieurs d'entre eux devraient être mis en oeuvre dès mars 2006.

## Données clés

**Auteur :** [M. Simon Renucci](#)

**Circonscription :** Corse-du-Sud (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 83382

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 17 janvier 2006, page 396

**Réponse publiée le :** 21 mars 2006, page 3023